

Comment atteindre une relation sociale apaisée en Nouvelle-Calédonie ? Question de fond qui appelle à des réponses forcément multiples, parmi lesquelles la formation. C'est en tout cas le pari que fait le gouvernement en signant une convention avec l'Association Calédonienne d'Enseignement Scientifique et Economique rattachée au Conservatoire National des Arts et Métiers sur le financement des actions de formation des acteurs sociaux. L'ACESTE/CNAM s'est ainsi engagé à dispenser une formation de 63 heures aux représentants syndicaux, personnel d'encadrement, et chefs d'entreprises qui désirent parfaire leurs techniques de négociations et donc

FORMATION Apprendre le dialogue social

France, DR.
dans les années soixante-dix. Collection Musée Air
Cabine en première classe à bord d'un Boeing 747



Vill jusqu'à Saïgon, mais après pas moins de huit escalas. Il fallait en ces temps lointains compter dix jours de voyage. Impensable en 2008... le monde s'est comme rapetissé : un vol direct de 14 heures et 30 minutes et une escale à Bangkok, voilà à quelle facilité se résume aujourd'hui la route entre l'hexagone et Saïgon. A noter la sortie de deux ouvrages à l'occasion de cet anniversaire. Le premier, édité chez Gallimard, retracer l'histoire d'Air France. Le second présente soixante-quinze recettes de Guy Martin, créateur des menus de l'Espace Première d'Air France depuis 2004

Pour la première fois en France, une collectivité s'engage résolument pour une démarche « Green-IT » à l'échelle de son territoire. Ainsi, la Direction des Technologies et des Systèmes de l'Information (DTSI) du gouvernement de Nouvelle-Calédonie a organisé un séminaire d'une semaine au mois d'octobre consacré au Green-IT. Le Green-IT, ou informatique verte, concerne tous les sujets permettant d'avoir une démarche responsable et respectueuse de l'environnement

ENVIRONNEMENT La N.-C. pionnière de l'informatique écolo

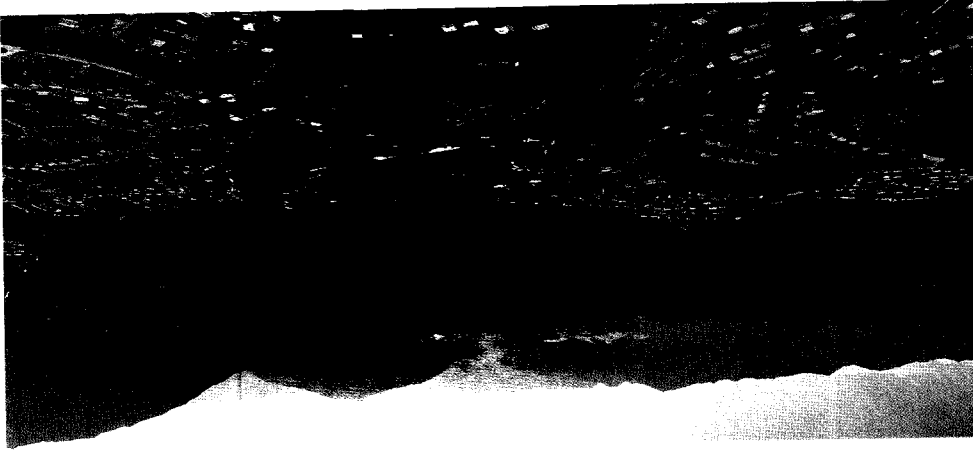
au final mieux gérer les relations sociales au sein de leur entreprise. Les personnes intéressées par ce type de formation doivent adresser leur demande par écrit à l'ACESTE/CNAM, en précisant leurs fonctions et leurs motivations. Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie prend en charge le coût de la formation à hauteur de 3,415 millions de F. CFP. En revanche, les indemnités de formation seront à la charge des employeurs. Cette convention a été signée pour un an, mais le dispositif est susceptible d'être reconduit.

Très loin des questions théoriques, ce séminaire avait pour objectif d'évoquer des constats et de présenter des solutions pratiques dont l'impact environnemental et financier a été abordé : le choix de produits respectueux de l'environnement (notion d'écotabets), la gestion d'un parc de PC pour moins consommer d'énergie, les problèmes d'impression, la fin de vie des équipements informatiques, la notion de tableau de bord Green-IT, comment aider les utilis-

pour l'utilisation au quotidien de l'informatique. Cela s'étend du choix de produits bien conçus avec un meilleur respect de l'environnement, jusqu'à leur fin de vie, en s'intéressant également à leur utilisation en consommant le moins possible d'électricité. Il faut savoir que la construction d'un seul ordinateur nécessite 240 kilos d'énergie fossile, 22 kilos de produits chimiques et 1 500 litres d'eau. Sans compter qu'un ordinateur contient des matériaux dangereux (plomb, chrome ou encore arsenic) qui posent de réels problèmes environnementaux lorsque la machine devient déchet. De même, entre 2000 et 2006, la consommation électrique des centres informatiques a doublé, une tendance qui ne fera que se renforcer si on ne change pas les pratiques en la matière.

MEDIA TÉLÉ NC : une autre approche de la télé

Depuis quelques semaines, TÉLÉ NC, une nouvelle publication locale, a fait son apparition dans les kiosques calédoniens, avec pour ambition de présenter la télévision différemment. En premier lieu, par son format : ce magazine d'environ quatre-vingts pages est imprimé en A5, donc beaucoup moins encombrant que sa concurrence. Comme elle, TÉLÉ NC décortique les programmes prévus par les principales chaînes, et propose également plusieurs dossiers locaux et internationaux sur des thématiques ouvertes et diversifiées. Tirée à 20 000 numéros, la publication est aussi distribuée à 2 500 exemplaires en Brousse. Pour les îles, il faudra attendre que des problèmes techniques soient résolus. Son rédacteur en chef, Olivier Bilon, a décidé de créer ce périodique car, « Au moment de l'idée, il n'y en avait qu'un seul intéressant disponible sur le territoire. Il y avait donc de la place pour apporter une autre indépendance éditoriale ». L'équipe de TÉLÉ NC est composée de neuf personnes, dont quatre permanents. Le magazine est appelé à évoluer : « Il n'est pas figé, et des projets sont inscrits », confirme Olivier Bilon.



Lotissement Jacarandas II

Le 3^e Forum sur le dialogue social s'est achevé sur ce que tous considèrent comme une nouvelle avancée : un conseil du dialogue social devrait en effet voir le jour dès 2009, pour participer à l'élaboration des lois sur le travail. Le travail commun, la compréhension, le respect mutuel, autant de facteurs qui auront permis, sans aucun doute, aux partenaires sociaux d'entrer dans une nouvelle phase de leurs travaux. Lancées il y a trois ans, les sessions du dialogue social réunissent depuis lors quatre-vingts personnes représentatives du monde du travail, autour de discussions, parfois houleuses, de voyages d'études. Le 3^e Forum social, qui s'est terminé le 14 novembre dernier, a d'ailleurs permis d'apporter les premières réponses concrètes. Un conseil du dialogue

Un conseil du dialogue social en 2009

Les passages inopportuns, augmenter le nombre des personnels au contact de la population afin de fluidifier le dialogue, ou encore mettre à disposition des locaux collectifs pour les associations. L'idée étant d'organiser la concertation entre la population d'une même résidence, et d'aider les associations porteuses de projets à destination des enfants (soutien scolaire, projets sportifs...). Le FSH n'entend pas sortir de son rôle de bailleur social, mais veut néanmoins renforcer son action de cohésion sociale.

en vente depuis deux ans, la moitié a déjà trouvé acquéreur, ce qui représente une vente par jour. Il faut rappeler que le FSH est une société de forme mutualiste, qui ne dégage donc pas de profit, et qui s'adresse uniquement aux salariées et retraitées Cafat. 90 % de cette clientèle déclare des revenus inférieurs à 320 000 F. CFP par mois, et la moitié vit avec moins de 180 000 F. CFP par mois. Un niveau de revenu qui oblige le bailleur social à participer au financement des loyers et des achats de ses produits. Si l'on cumule les 200 logements locatifs construits par an, la vente, l'entretien du parc, les aides au logement et les prêts à l'achat, le FSH injecte pas moins de 5 milliards de F. CFP chaque année dans l'économie calédonienne. Sa principale ressource est issue du prélèvement de 2 % des revenus de la Cafat, soit 2,4 milliards de F. CFP, auxquels s'ajoutent la défiscalisation, le soutien de la Caisse des Dépôts et Consignations, et une aide provinciale pour le locatif à hauteur d'un million par logement. Précisons que la filiale en charge du locatif, le FCH, s'autofinance, et ne vient donc pas puiser dans les 2 % Cafat, statutairement destinés à l'accès à la propriété. Objectifs quantitatifs, mais aussi qualitatifs. Le FSH entend dès 2009 relever le défi de la « résidentialisation ». Concept un peu barbare pour une idée si simple : « donner le sentiment aux locataires qu'ils sont chez eux », résume Armand Leder, le directeur du FSH. Les moyens sont multiples : penser la construction de façon à éviter

2008-2009 est une période charnière pour le bailleur social. En pleine crise du logement et pénurie du foncier, il doit atteindre des objectifs aussi ambitieux que vitaux. On pense notamment au projet Jacarandas II livré en 2008, après dix années de travail. Ce lotissement de 70 hectares se veut un exemple de mixité sociale, avec 912 produits dont 253 terrains nus, 87 logements proposés en accession à la propriété et 572 logements locatifs. Le FSH est également engagé dans l'opération « 1 000 logements ». Il s'agit de construire et vendre 1 000 logements. Ces derniers sont

Le FSH dresse son bilan SOCIAL

teurs à changer leurs habitudes, les données partiellement érigées... Bref la question de fond est de savoir comment l'information de façon générale peut re-devenir source de progrès en matière environnementale. « Nous souhaitons parcourir tous les sujets très pratiquement. Notre contexte insulaire crée à la fois des particularités, par exemple pour la gestion des déchets, mais surtout des obligations de préservation de notre environnement qui est notre richesse. La conclusion pour nous est un plan d'actions précis qui s'étalera sur plusieurs mois avec des objectifs clairs d'amélioration », précise Paola Logli, directrice des systèmes d'informations au gouvernement. Le séminaire a réuni au total plus d'une cinquantaine de participants de tout horizon. « Ce séminaire organisé par la DSI du gouvernement s'adressait à différentes structures de Nouvelle-Calédonie : collectivités, administrations et même entreprises. Tous les acteurs ont pu retirer des enseignements, des conseils, des préconisations adaptés à leur contexte », ajoute Xavier Sevin, responsable de la société DEMOS en Nouvelle-Calédonie. « Il s'agit de la première collectivité à s'engager ainsi sur le sujet du Green-IT en considérant de façon positive cette démarche à la fois pour l'environnement, mais aussi sur les économies financières réalisables et sur le développement d'une économie liée à l'environnement », conclut Christophe Corne, directeur de Dotgreen.